

11 JUIN 2026

FO



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

“FRANCE MAGA”: ON Y EST DÉJÀ!

LETTRE OUVERTE AUX MINISTRES BARBUT, GATEL, TABAROT ET JEANBRUN

Mesdames et messieurs les Ministres,

Imaginons un État où les politiques environnementales sont considérées comme des obstacles à contourner, où les agents chargés de les mettre en œuvre sont stigmatisés, empêchés d'agir ou déplacés lorsqu'ils accomplissent simplement leur mission de service public.

Imaginons un territoire où la vérité scientifique devient une variable d'ajustement, où les établissements publics sont sommés de se conformer aux intérêts du moment, où l'expertise indépendante doit s'effacer devant les exigences du court terme.

On pourrait croire que nous décrivons l'un des États les plus conservateurs des États-Unis.

Nous parlons d'un ministère dont les effectifs continuent à être saignés alors même que les défis climatiques, environnementaux, énergétiques et de mobilité n'ont jamais été aussi importants pour construire un avenir le meilleur possible.

Nous parlons d'agents qui voient leurs missions remises en cause lorsqu'elles dérangent certains intérêts particuliers, voire déplacés d'office quand ils rappellent simplement la réglementation.

Nous parlons d'une autorité environnementale dont l'indépendance est régulièrement contestée dès lors que ses avis ne vont pas dans le sens attendu.

Nous parlons d'établissements publics placés sous pression permanente, sommés de justifier leur existence, leurs travaux ou leurs prises de position lorsqu'ils rappellent des réalités scientifiques pourtant incontestables, dont on démantèle la colonne vertébrale pour la donner en pâture au court-termisme, dont on supprime les quasi-statuts pour rendre leurs effectifs plus adaptables puisque contractuels.

Nous parlons d'un Fonds Vert qui, après avoir été présenté comme l'un des instruments majeurs de la transition écologique, semble aujourd'hui toucher le fond.

AUJOURD'HUI



DEMAIN?



**MAIS NON. NOUS
PARLONS BIEN DE
LA FRANCE !**

**ET OUI, NOUS PARLONS BIEN DE LA FRANCE DONT
LES DÉCIDEURS D'AUJOURD'HUI SONT DÉJÀ
LARGEMENT À L'ÉCOUTE DE RADIO MAGA!**



Imaginons un pays dans lequel 15 millions d'assurés sociaux se sont fait pirater leurs données de santé sans la moindre alerte ou pire sans la moindre information de leur employeur sur les conséquences et les risques encourus par les agents en matière de fraude et de rupture de confidentialité de leur dossier de santé (aucune réaction nationale, encore moins ministérielle..., que faites-vous pour protéger vos agents ?)

Imaginons un pays dans lequel les agents publics verraient leur pouvoir d'achat s'éroder inexorablement depuis 30 ans, puis décrocher depuis le COVID avant de plonger au printemps 2026 à l'amorce d'une crise énergétique dont personne ne connaît la durée ni la gravité.

Un pays où près d'un million d'agents de la fonction publique seraient désormais rattrapés par le salaire minimum national.

Des agents qui assurent pourtant sans compter des missions essentielles pour la Nation, qui gèrent les crises, accompagnent les acteurs et projets territoriaux, contrôlent les activités à risques, exploitent et entretiennent les infrastructures, protègent les populations et l'environnement, mais qui voient leur rémunération progressivement glisser vers les plus bas salaires, et être même ponctionnés quand ils tombent malades. Avec pour seule issue proposée pour garder la tête hors de l'eau : prendre des petits boulots après leur journée de travail pour conduire des bus scolaires !

Là encore, on pourrait croire que nous décrivons un pays dit « en voie de développement » confronté à l'appauvrissement de ses fonctionnaires.

Là encore, on pourrait croire que nous décrivons un pays dit « en voie de développement » confronté à l'appauvrissement de ses fonctionnaires.

Et pendant que les moyens diminuent, les pouvoirs, eux, se concentrent. Imaginons un pays où les pouvoirs étatiques seraient concentrés dans les mains de 100 personnes, ne disposant d'aucune légitimité démocratique directe, dont la charte graphique officielle affirmerait « l'État c'est moi, rien que moi ».

100 « commissaires du gouvernement » qui auraient bénéficié des transferts successifs de compétences et de responsabilités sur l'ensemble des services départementaux et régionaux de l'Etat, puis la tutelle sur l'ensemble des opérateurs, d'une déconcentration de pans entiers de la gestion des agents, d'un droit exorbitant de dérogation à la réglementation, et qui demanderaient même désormais un totem d'immunité juridique pour devenir intouchables et ne même pas avoir à rendre compte des décisions prises sans contre-pouvoir.

Avec au programme le meilleur et le pire possibles, mais le pire sans aucun contre-poids.

On pourrait croire à la description d'un Etat totalitaire comme il en existe tant sur la planète.



▶ **MAIS NON. NOUS PARLONS DE LA FRANCE DE 2026.**



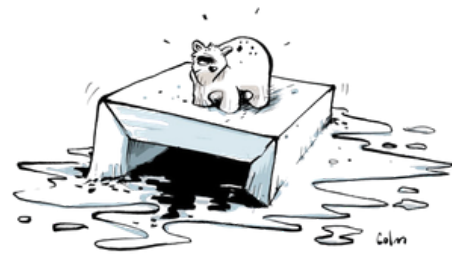
▼
MAIS NOUS PARLONS BIEN DE LA FRANCE DE 2026!

Les événements récents nous rappellent pourtant chaque semaine l'ampleur des défis à relever : canicules, inondations, sécheresses, érosion de la biodiversité, tensions sur les ressources, vieillissement et fragilisation des infrastructures de transport, adaptation des territoires aux changements climatiques.

Face à ces enjeux, la réponse ne peut être l'affaiblissement méthodique du ministère chargé de les traiter transversalement jusqu'au plus près du terrain, préfigurant son extinction pure et simple.

Ils justifient un grand ministère transversal de l'Écologie, de l'Aménagement du Territoire, des Transports, du Logement et de la Mer.

- Un ministère doté de moyens à la hauteur de ses responsabilités.
- Un ministère retrouvant l'ensemble de ses leviers d'action, y compris une ingénierie publique forte au service des acteurs territoriaux.
- Un ministère s'appuyant sur des opérateurs nationaux confortés dans leurs missions.
- Un ministère capable d'attirer, de fidéliser et de reconnaître ses agents.
- Un ministère où les fonctionnaires ne deviennent pas des travailleurs pauvres et précaires.
- Un ministère où l'intérêt général, la science, l'expertise et le long terme reprennent enfin le dessus sur l'immédiateté, l'affichage et les pressions du moment.



Fonte des Effectifs =
Emballement au pôle
Écologie / Transport / Logement

- LA RÉPONSE NE PEUT ÊTRE LA RÉDUCTION CONTINUE DES EFFECTIFS.
- LA RÉPONSE NE PEUT ÊTRE LA PRÉCARISATION DES PERSONNELS ET LA BAISSÉ CONTINUE DE LEUR RÉMUNÉRATION.
- LA RÉPONSE NE PEUT ÊTRE L'EFFACEMENT PROGRESSIF DE L'EXPERTISE PUBLIQUE.
- LA RÉPONSE NE PEUT ÊTRE LA MISE SOUS TUTELLE DES ACTEURS CHARGÉS D'ALERTE, D'EXPERTISER ET D'ANTICIPER.
- POUR FORCE OUVRIÈRE, LES DÉFIS DU XXIÈ SIÈCLE JUSTIFIENT EXACTEMENT L'INVERSE.

Protéger l'environnement, préparer l'avenir et l'aménagement du territoire, garantir des infrastructures sûres, préserver les ressources et accompagner les transitions n'est pas un luxe, c'est une nécessité.

Et c'est précisément la raison d'être de ce ministère et des femmes et des hommes qui le font vivre chaque jour.

Au moment de la préparation d'un PLF 2027 qui ne saurait ressembler à celui de 2026, et de l'examen de textes législatifs qui visent une nouvelle fois à affaiblir notre pôle ministériel, FO lance l'alerte pour que nos ministres s'engagent et pèsent à la hauteur de la responsabilité qui est la leur pour préparer l'avenir.

FEETS-FO

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIÈRE**



contact@feetsfo.fr



feetsfo.fr



01 44 83 86 20